

Enfin, nous partageons également avec vous une courte analyse écrite de la déclaration politique :

Le résultat des négociations peut être considéré comme positif. La déclaration politique adoptée à l'occasion de la 69e session de la CSW est globalement en ligne avec les priorités définies par la Suisse, notamment en ce qui concerne la lutte contre les violences basées sur le genre, la participation politique, ainsi que l'agenda « Femmes, paix et sécurité ».

Plusieurs avancées notables peuvent être soulignées, comme l'inclusion pour la première fois des notions de « violence basée sur le genre », de « violence sexuelle en contexte de conflit » et de « violence en ligne ». Le leadership des femmes est également réaffirmé, avec un accent renforcé sur l'élimination des barrières structurelles, notamment dans les domaines des sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (STIM). L'importance du partage des responsabilités en matière de travail de care est également soulignée. L'agenda « Femmes, paix et sécurité » est mentionné, ce qui constitue une avancée importante, portée activement par la Suisse. La déclaration comporte aussi des éléments transversaux positifs, comme l'augmentation des références aux politiques sensibles au genre (« gender-responsive »), au langage des droits humains (« human-rights based language ») et la reconnaissance de la diversité des femmes et des filles (sur une proposition de compromis suisse). Par ailleurs, l'inclusion pour la première fois des Conventions de l'Organisation internationale du Travail, à l'initiative de la Suisse, constitue une avancée significative en matière de droits au travail.

Un bémol reste à noter en ce qui concerne l'égalité salariale : la formulation retenue « closing the pay and pension gap » ait été retenue, elle reste vague et ne cible pas explicitement les inégalités de genre. Cela marque un manque de progrès plutôt qu'un recul, puisque cette question n'était pas abordée non plus il y a cinq ans.